

L'Afrique, mal aimée des médias Colette Braeckman

Résumé

L'Afrique ne constitue plus un enjeu majeur d'analyse politique pour les médias occidentaux. Cette désaffection trouve son origine dans la désagrégation du conflit Est-Ouest -faisant perdre à l'Afrique son statut d'enjeu géopolitique -et l'abandon des politiques de développement marquées par la désillusion. Les années triomphe de l'humanitaire, caractérisé par une image misérabiliste et doloriste de l'Afrique, et explique, en partie, le désengagement des rédactions sur le continent. Pourtant la naissance d'un journalisme africain est un signe positif, qui peut permettre de sortir de l'ornière humanitaire et de renouveler l'analyse des enjeux politiques.

Citer ce document / Cite this document :

Braeckman Colette. L'Afrique, mal aimée des médias. In: Hommes et Migrations, n°1207, Mai-juin 1997. Imaginaire colonial, figures de l'immigré. pp. 42-52;

doi: https://doi.org/10.3406/homig.1997.2955

https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_1997_num_1207_1_2955

Fichier pdf généré le 27/02/2019





L'AFRIQUE, MAL AIMÉE DES MÉDIAS

par
Colette Braeckman
grand reporter
au journal *Le Soir*(Bruxelles).

L'Afrique ne constitue plus un enjeu majeur d'analyse politique pour les médias occidentaux. Cette désaffection trouve son origine dans la désagrégation du conflit Est-Ouest - faisant perdre à l'Afrique son statut d'enjeu géopolitique - et l'abandon des politiques de développement, marquées par la désillusion. Les années

quatre-vingt-dix témoignent du

triomphe de l'humanitaire, caractérisé par une image misérabiliste et doloriste de l'Afrique, et explique, en partie, le désengagement des rédactions sur le continent. Pourtant, la naissance d'un journalisme africain est un signe positif, qui peut permettre de sortir de l'ornière humanitaire et de renouveler l'analyse des enjeux politiques.



On l'a cru et on s'est trompé: les élections en Afrique du Sud, en 1994, devaient être la dernière grande histoire africaine, c'est-à-dire l'ultime épisode où étaient rassemblées la politique, l'émotion et la passion d'une grande partie du public qui vénérait comme un héros Nelson Mandela, le futur président de la «nation arc-en-ciel». C'est pour cela que ces élections et la célébration de la victoire de l'ANC (African National Congress) avaient aussi une allure de retrouvailles: dans les salons de l'hôtel Carlton, ou devant les isoloirs plantés dans les townships, se retrouvaient la plupart des journalistes sinon engagés, du moins politiques, qui avaient couvert les grands moments de l'histoire africaine, depuis le temps des indépendances, des rébellions au Congo, jusqu'aux guerres d'Angola et du Mozambique.

Avec l'accession au pouvoir de la majorité noire en Afrique du Sud, une page du continent se tourne, celle des luttes de libération. La période coloniale est enfin terminée, et l'anachronique suprématie blanche sur le pays a fini par céder le pas. L'avènement de la nouvelle Afrique du Sud annonce aussi, d'une certaine manière, la fin d'une vision politique du continent. Place est désormais faite à d'autres grilles d'analyse, à l'humanitaire, à l'urgence.

LA FIN D'UNE LECTURE POLITIQUE DE L'AFRIQUE

Depuis les années soixante jusqu'à la fin des années quatre-vingt, l'actualité africaine avait été lue en termes politiques, marquée qu'elle était — souvent pour le pire — par la guerre froide et ses luttes d'influence. C'est la guerre froide, la rivalité Est-Ouest, qui inspira



Lutte pour l'indépendance, prise en main par les Africains de leur propre destin... autant d'images qui n'émergeront que tardivement en France, comme ici dans *Paris-Match*, en 1958. © Achac

l'extraordinaire débarquement des Cubains en Angola, pour barrer la route à des forces soutenues par l'Afrique du Sud et la CIA. C'est la guerre froide qui poussa les Soviétiques à soutenir le régime de Mengistu, en Ethiopie, ou à abandonner la Somalie aux Américains... A cette époque, l'Afrique suscitait encore des analyses géopolitiques, des études stratégiques. Le continent noir, comme

l'Amérique centrale ou l'Asie du Sud-Est, représentait un enjeu international et les journaux ne dédaignaient pas d'y envoyer leurs meilleurs experts, d'y investir du temps, de l'argent, des talents, afin de mieux connaître et faire connaître la situation politique, sociale, économique des sociétés africaines et des régimes présidant à leur destinée.

Certes, les analyses étaient souvent biaisées par le prisme de la guerre froide et de réalités qui devaient plus à la culture, à la tradition ou au caractère particulier de certains régimes, et étaient décryptées sous un angle géopolitique, ce qui leur donnait un éclairage artificiel, loin de la réalité. Ces erreurs d'interprétation étaient d'autant plus fréquentes que les dirigeants des Etats africains ne manquaient pas de jouer, parfois avec beaucoup d'habileté, sur le registre de la rivalité internationale. Le président Mobutu au Zaïre, le principal virtuose de ce type d'exercice, réussissait à faire passer son pays pour un bastion de l'anticommunisme alors même qu'en plus de la corruption, il instaurait au Zaïre un culte de la personnalité proche du système de la Corée du Nord (voir encadré p. 44).

Mais surtout, l'Afrique du Sud mise à part, la politique a été évacuée de la lecture des événements africains, et de nouvelles générations de journalistes sont apparues. Certes, il y eut en Afrique francophone le discours de La Baule, en 1990, et la vague de démocratisation, qui ne suscita que des espoirs éphémères. Dans une Afrique qui avait cessé d'être un enjeu politique ou économique, qui semblait avoir laissé passer pour longtemps le train du développement, les journalistes se concentrèrent sur les urgences, de plus en plus nombreuses il est vrai.



LE TOURNANT DES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX

La fin de la guerre froide, l'effondrement de l'Union soviétique, l'avènement d'une seule superpuissance ont marqué un tournant dans la couverture médiatique de l'Afrique par les supports d'information occidentaux.

D'abord, parce que les illusions sont tombées et que les dictateurs ont été vus pour ce qu'ils étaient, la déliquescence de leur pays et les échecs de leurs régimes étant apparus au grand jour. C'est ainsi que le régime de Mengistu s'est effondré en Ethiopie sans qu'il soit plus question de défendre ce prétendu bastion du socialisme, et que le Zaïre de Mobutu, au début des années quatrevingt dix, s'est soudain vu priver de la plupart des coopérations étrangères.

Ensuite, parce que la disparition, au moins momentanée, des enjeux internationaux qui se jouaient naguère en Afrique a entraîné un certain nombre de spécialistes à se détourner d'un continent qui ne faisait plus recette. Suivant en cela les experts de la Banque mondiale, ils se sont jetés sur les nouveaux champs d'investigation que représentaient les pays de l'Est européen ou les nouveaux Etats industrialisés d'Asie.

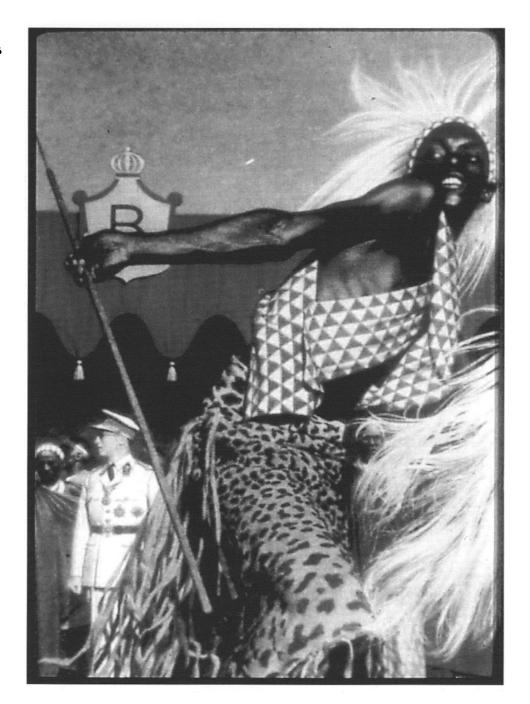
Dans le même temps, les rédactions ont cessé d'investir dans la couverture approfondie des événements du continent noir. Ainsi, de nombreux postes de correspondants permanents dans les diverses capitales ont été supprimés, et la plupart des journalistes qui couvraient l'Afrique se retrouvent désormais à Nairobi (Kenya), d'où certains d'entre eux doivent expliquer à leurs lecteurs les événements du Liberia et du Sierra Leone.

LES DÉSILLUSIONS DU DÉVELOPPEMENT

L'histoire africaine des années quatre-vingt-dix n'a pas seulement été celle de la fin des idéologies, elle a également connu toutes les désillusions du développement. Alors que se multipliaient les projets avortés, les fameux éléphants blancs qui ont tellement alourdi la dette africaine, l'échec des politiques de développement se traduisit par deux phénomènes, qui ne sont pas sans relations, et dont les journalistes furent appelés à rendre compte : les politiques d'ajustement structurel et les opérations d'urgence. Mis en œuvre par plus de trente pays du continent, les programmes d'ajustement structurel visent à rééquilibrer les budgets, à dégraisser des administrations et à affaiblir plus encore les Etats au nom de l'exigence du remboursement de la dette extérieure. La priorité donnée à l'économie fit qu'un grand nombre de journalistes ont été régulièrement invités en Afrique par les agences mettant en œuvre ces plans, par la Banque mondiale ou les diverses structures de coopérations nationales ou multilatérales.

Il fallait défendre aux yeux de l'opinion le bien-fondé de politiques qui, sous prétexte de rigueur budgétaire, réduisaient pratiquement à néant les prérogatives des Etats dans les secteurs sociaux. L'image de l'Afrique fut alors étroitement liée à l'économie, et tout reportage mono-

Le mythe belge de la hiérarchie raciale entre Hutus et Tutsis est ancien. Glorification, racisme, hiérarchisation, séparation... autant de concepts qui ont marqué durablement la mémoire collective du Rwanda. Voyage royal au Congo belge à la fin des années 50. © CEC



graphique passait presque obligatoirement par l'évaluation de la dette extérieure, le chiffre du produit national brut, le revenu par habitant du pays concerné. Les agences de l'Organisation des nations unies, si soucieuses de statistiques, contribuèrent à instaurer cette dictature des chiffres si éloignée des réalités, surtout lorsque l'on sait comment les gouvernements, qui manquent de fonctionnaires qualifiés ou motivés, rassemblent les informations statistiques et les communiquent aux bailleurs de fonds ; on comprend mieux alors combien ces données sont illusoires.

LE TRIOMPHE DE L'HUMANITAIRE ET LA LOI DE L'URGENCE

L'image «économiste» de l'Afrique ne résista finalement pas à l'échec de l'économie elle-même, et la plupart des journalistes, frappés par



le fait que de tels reportages ne faisaient guère recette, se tournèrent vers l'autre thème qui, autant que l'ajustement structurel, illustre l'échec des politiques de développement : les urgences humanitaires. Pour bon nombre d'entre eux, ces images-là étaient du pain bénit puisqu'elles suscitaient la compassion et l'intérêt du public, dispensaient de toute analyse en profondeur, étaient aisées à mettre en scène, avec une série d'acteurs taillés sur mesure, sinon stéréotypés : le volontaire humanitaire, blanc et jeune de préférence, les enfants, les femmes... Il faut dire, à la décharge des journalistes, que la plupart des programmes de coopération avaient ouvert la voie, se partageant entre les aides financières (soutien à la balance des paiements dans le cadre des politiques d'ajustement structurel) et les aides d'urgence. Depuis une dizaine d'années, celles-ci n'ont cessé de croître au détriment de l'aide au développement, et ce sont désormais les grandes urgences humanitaires que relatent en priorité les journalistes, de la Somalie au Liberia en passant par le Rwanda.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE JOURNALISTES

Les journalistes, suivant en cela la diplomatie internationale ou les grandes agences humanitaires, couvrent désormais l'Afrique comme les pompiers suivent les incendies : à la trace, toujours après coup, et sans trop identifier les boutefeux qui se promènent en liberté sur le continent. C'est que les professionnels de l'information qui sont désormais envoyés en Afrique ont profondément changé : ils sont plus jeunes que les spécialistes d'antan et, pas plus que les experts internationaux, ils n'entendent faire carrière sur le continent noir. Un poste à Nairobi est le plus souvent un tremplin vers une brillante carrière de correspondant dans d'autres régions du monde ou vers un emploi dans une organisation internationale.

Lorsqu'ils ne sont pas affectés de manière permanente à la couverture de l'actualité africaine, les journalistes sont des envoyés spéciaux, dépêchés par leur rédaction ou leur chaîne de télévision pour suivre les événements les plus chauds. Ici aussi, les temps ont changé et ceux que l'on envoie sur le continent noir sont des baroudeurs, des «urgenciers» arrivés aujourd'hui en Bosnie, repartis le lendemain pour le Burundi, quand il ne s'agit pas de free-lances, qui multiplient les coups audacieux, les photos sensationnelles pour se faire une réputation.

La manière dont est relatée l'actualité africaine est évidemment le reflet de cette nouvelle approche où priment les urgences humanitaires. Les journalistes sont priés de faire régner ce que Bernard Kouchner appelle «la loi du tapage», relayant et amplifiant les cris d'alarme et les appels de fonds des organisations humanitaires. C'est le temps du droit d'ingérence, des mesures politiques que les gouvernements adoptent parfois sous le coup de l'émotion, poussés par l'opinion publique. Avec tous les risques de simplification outrancière des enjeux ou d'ignorance d'autres drames plus dissimulés, plus compliqués, moins accessibles, que cela peut engendrer.



Les discours d'hier (ici sous Vichy en 1942) rappellent ceux d'aujourd'hui dans le rapport à l'Afrique... © Achac

...c'est toujours une Afrique qui souffre, demande, attend l'action de l'Occident (Unesco-1985). Coll. part. Unesco

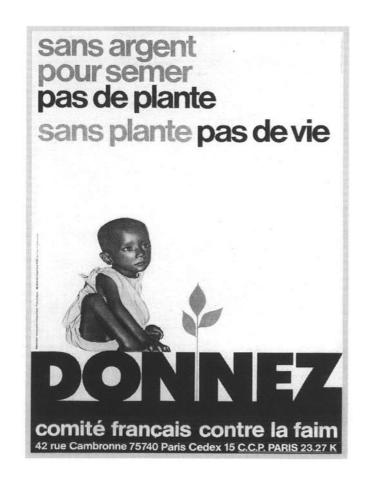
Une image Simplifiée DE L'AFRIQUE

De plus en plus souvent, la complexité des situations, des rapports de force, des enjeux sousjacents (les trafics de drogue, la montée de l'islam, la lutte pour l'accès aux matières premières, voire même les luttes sociales et les aspirations au changement des plus pauvres et des plus exploités) est évacuée au profit d'images simples, censées être plus aisées à comprendre par le public moyen. Un public dont il s'agit de susciter la compassion à l'occasion d'incessantes récoltes de fonds. L'image de l'Afrique a beaucoup souffert de ce mariage forcé entre la presse et l'humanitaire, qui l'a simplifiée jusqu'à la caricature, en faisant surtout

disparaître de la scène les acteurs africains eux-mêmes. Dans les nombreux reportages consacrés aux camps de réfugiés à l'Est du Zaïre, qui se soucia de décrire l'aide que les populations locales avaient apportée dans un premier temps? Qui s'intéressa à la modeste infrastructure des centres de santé que médecins et infirmiers zaïrois avaient tenté de préserver avec la contribution des populations locales? Ces acteurs-là,

> ceux qui étaient présents avant les crises humanitaires et qui seront toujours là lorsque le grand charroi sera passé, n'intéressent pas grand monde. Cependant, ce sont eux qui représentent la réalité de l'Afrique, celle qui survivra aux urgences et au feu des projecteurs.

> En outre, par manque de temps et de moyens, les journalistes d'investigation n'opèrent plus guère en Afrique. Quel est le rédacteur en chef qui «investira» sur un journaliste afin qu'il mène des semaines, voire des mois d'enquête pour en savoir davantage sur les trafics d'armes ou de drogue, sur la collusion entre certains pouvoirs africains et les anciennes métropoles européennes, sur les réseaux mafieux ou politiques qui opèrent entre l'Europe et l'Afrique? Désormais, ce sont des organisations de défense des droits de l'homme, telles que la Fédération internationale des





droits de l'homme, Amnesty International, Africa Watch, qui se donnent les moyens de réaliser ce type d'enquête. Les journalistes doivent se contenter de répercuter les conclusions de recherches menées par d'autres ; sommés de les prendre pour argent comptant, ils ont été dépossédés de l'une de leurs prérogatives : l'enquête personnelle, la vérification. Cela est bien dommage, car autant que l'approche strictement humanitaire, la réflexion à partir du seul angle des droits de l'homme peut se révéler biaisée ou incomplète, et demeure insuffisante, en tout cas, pour saisir la complexité de certaines situations.

Le génocide au Rwanda illustre parfaitement, tragiquement, l'abdication de l'analyse politique. Alors que la plupart des journalistes politiques saluaient à Johannesbourg la consécration de Nelson Mandela, quelques milliers de kilomètres plus au nord se déroulait le troisième génocide du siècle. Celui-ci ne découlait pas d'une fatalité, n'était pas la conséquence d'une catastrophe naturelle, mais apparaissait comme l'aboutissement tragique d'un problème politique : le refus de partager le pouvoir, l'immolation d'une partie de la population, prévue et préparée de longue date au titre de la solution finale.

UNE ANALYSE TRONQUÉE DU CONFLIT AU RWANDA

Cependant, bien des journalistes envoyés sur place se trompèrent et décrivirent, dans un premier temps, les *«haines ethniques»* comme une sorte de malédiction séculaire frappant cette région du monde, présentèrent la situation comme chaotique, du type *«tout le monde»*



de tue tout le monde», alors que les massacres étaient en réalité soigneusement planifiés, dirigés. Par la suite, l'exode des réfugiés hutus vers la Tanzanie et le Zaïre, après que le génocide eut été consommé et que le Front patriotique eut gagné la guerre, représenta le comble de la confusion où il fut question d'urgence humanitaire, alors que l'exode, une fois de plus, était un phénomène politique. Rony Brauman, de Médecins sans frontières,

Les journalistes
couvrent désormais l'Afrique
comme les pompiers
suivent les incendies : à la trace,
toujours après coup.
et sans trop identifier
les boutefeux qui se promènent
en liberté sur le continent

critiquant cette approche, l'a comparée au diagnostic de celui qui décrit un viol comme une catastrophe gynécologique.

En fait, il fallut du temps pour qu'au Rwanda le projet politique des «génocidaires» soit décrypté, analysé ; il fallut du temps pour que des analyses plus subtiles soient présentées sur la situation réelle dans

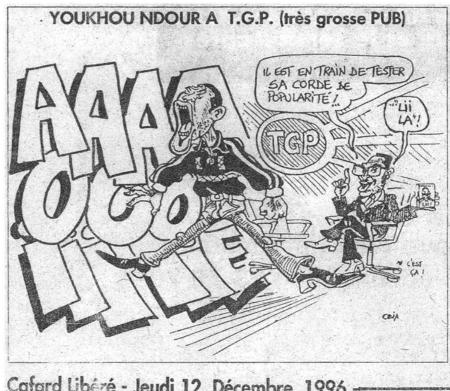


L'image de l'Afrique a beaucoup souffert du mariage forcé entre la presse et l'humanitaire, qui l'a simplifiée jusqu'à la caricature (D.R.)

Illustration non autorisée à la diffusion

les camps de réfugiés où se préparait la revanche. L'approche strictement humanitaire avait totalement brouillé les pistes, en recourant à des schémas simplistes, facilement susceptibles d'apitoyer le public et de délier les bourses des contributeurs. L'un de ces schémas favoris est celui présentant l'Afrique comme étant devenue le continent des réfugiés. Mais ces derniers, une fois franchie la frontière de leur pays, se voient priver de toute rationalité politique, de toute faculté de choix et de décision et sont même amputés de leur passé quel qu'il soit, de leur mémoire. Les Rwandais, après leur arrivée au Zaïre ou en Tanzanie, ne représentaient plus qu'une masse indistincte de gens qu'il fallait nourrir, soigner, abriter, et dont le projet politique – qu'il s'agisse d'éliminer les Tutsis, de préparer la revanche ou, pour certains tout au moins, de tenter un retour pacifique dans leur pays n'était plus pris en compte. Ce raisonnement strictement humanitaire ou limité aux enjeux matériels, tels que la nourriture ou les soins de santé, prive la plupart des réfugiés africains de leur rationalité, sinon de leur dignité d'hommes. Cependant, les réfugiés rwandais, souvent décrits en termes grégaires, démontrèrent qu'ils n'étaient pas dépourvus de capacités de décision individuelle.

Ainsi, après l'attaque de leurs camps en novembre 1996, six cent mille d'entre eux, constatant que l'emprise de leurs anciens maîtres s'était desserrée, choisirent de rentrer dans leur pays, tandis que plusieurs dizaines de milliers d'autres, craignant la justice ou les représailles, choisirent de s'enfoncer à l'intérieur du Zaïre, dans les conditions dramatiques que l'on sait. Il suffisait alors de s'entretenir avec les réfugiés qui avaient franchi la frontière de leur pays et s'apprêtaient à regagner leur colline, pour mesurer combien avait été tronquée, simplifiée, l'image qui avait été donnée d'eux. Sitôt dénouée la contrainte qui s'exerçait sur eux dans les camps, ils exprimaient, de manière réflé-



Cafard Libéré - Jeudi 12 Décembre 1996

chie, rationnelle, toute la complexité de leurs situations individuelles : la participation de certains aux tueries, l'innocence de beaucoup d'autres, les craintes que suscitait le nouveau régime de Kigali, l'acceptation résignée de la justice, le désir de voir les enfants grandir dans leur propre pays. A entendre ces questions, ces angoisses – celles que tout être humain aurait exprimées dans semblable circonstance -, on était loin des images simplifiées que l'approche humanitaire avait données durant tant de mois de la «masse» des réfugiés, des «Hutus majoritaires». Les intermédiaires blancs, travailleurs humanitaires ou représentants d'organisations internationales, systématiquement interrogés par les journalistes couvrant les urgences africaines, contribuent peut-être plus encore à éloigner la presse des réalités, à lui éviter de se colleter avec la complexité, le caractère dramatique des multiples situations individuelles.

La presse indépendante africaine, comme ici le Cafard libéré sénégalais, porte un autre regard sur l'Afrique, qui n'exclut ni la critique, ni la caricature.

© Cafard libéré

LE RÔLE DE L'ONU ET DES ONG

Outre les réfugiés, cibles privilégiées des photographes et des professionnels de l'urgence, d'autres catégories d'Africains sont encore régulièrement la proie des médias, telles que les femmes et les enfants. Les agences de l'Onu ou les Organisations non gouvernementales (ONG), qui emmènent les journalistes en Afrique pour leur faire connaître leurs activités sur place, contribuent à cette orientation, dans la mesure où celles-ci sont très logiquement dirigées vers les groupes les plus vulnérables. Cette démarche des agences de l'Onu ou des ONG est légitime, mais elle biaise la perception que le public peut avoir de

LES JOURNALISTES PILOTÉS PAR LES MILITAIRES

Une autre approche, plus douteuse encore, consiste, lors des interventions armées, qu'elles aient ou non un prétexte humanitaire, à accompagner les troupes européennes amenées à intervenir sur le sol africain.

En décembre dernier, alors que la Légion espagnole (tristement connue en terre d'Afrique depuis Franco) s'apprêtait à participer à une force internationale au Zaïre aux côtés des Français, plus de trente journalistes et sept chaînes de télévision espagnols se trouvaient à pied d'œuvre, attendant, à Entebbe et à Kigali, d'assister au sauvetage des «pauvres Africains» par les «chevaliers blancs». Un sauvetage qui n'eut finalement pas lieu! Quelles sont les images que le public espagnol aurait retenues de l'intervention de la force, si elle avait eu lieu? Celles de Blancs tout puissants, efficaces, généreux, venus au secours de victimes anonymes. La même image que celle qui demeura dans l'esprit du public français après que l'opération Turquoise eut été mise en place au Rwanda et à Goma et que les soldats français eurent été confrontés à l'épidémie de choléra.

Il convient de souligner que lorsque les journalistes évoluent dans le sillage des militaires, ils disposent de multiples atouts : tout d'abord des briefings, où on leur sert une vérité préconstruite, mais surtout des facilités de travail appréciables, transports, communications et parfois même logement. Des facilités de travail qui séduisent des rédactions devenues économes et des journalistes peu enclins à se lancer dans une aventure individuelle en dehors des sentiers battus. Les militaires ne prennent d'ailleurs guère de risques, les journalistes qu'ils amènent sur le terrain sont moins des spécialistes de l'Afrique (pour autant qu'il y en ait encore) que des spécialistes militaires, qui ont construit au sein des forces armées leurs réseaux d'informateurs, et qui sont peu soucieux de se couper de sources ultérieures en mettant en cause certains aspects des opérations en cours.

l'Afrique, parce que, pour beaucoup de journaux et de chaînes de télévision, ce type de voyage devient le seul moyen de découvrir le continent africain.

Si les journalistes acceptent d'être «cornaqués» par des humanitaires ou des militaires, c'est que les rédactions sont devenues frileuses; le temps n'est plus où un journal envoyait, à ses frais, des envoyés spéciaux se promener à travers le monde durant de longues semaines. Désormais, il importe de rentabiliser les déplacements, de voyager vite et bien, aussi le travail préparé par des chargés de communication de différentes organisations est apprécié. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que surnage une image catastrophiste, voire misérabiliste, de l'Afrique, car, dans les villages heureux, les «urgenciers» n'ont pas leur place et les journalistes n'ont pas le temps d'aller voir.

Cependant, même si elle est simplifiée, si elle se réduit le plus souvent à une approche humanitaire et à des thèmes dictés par des intervenants extérieurs (les agences de l'Onu, les ONG), l'Afrique est, elle aussi, entrée dans le temps de la mondialisation. Sur ce continent éga-

lement, on regarde *Euronews* et *CNN*, sur ce continent aussi les caméras, les magnétophones tournent. Autrement dit, même si elle occupe une place réduite et parfois caricaturale, l'Afrique demeure présente dans l'information. C'est pourquoi le caractère souvent superficiel de la couverture de l'actualité africaine n'est pas une fatalité, car le public veut savoir ce qui se cache derrière le paravent humanitaire, il souhaite aller plus loin que les thèmes imposés par les agences et les ONG, et on constate le succès grandissant des films, des émissions qui veulent donner de l'Afrique une image plus nuancée, plus proche de la réalité.

L'AVÈNEMENT D'UNE PRESSE AFRICAINE

Il faut souligner aussi que les journalistes occidentaux ont perdu leur quasi-monopole de l'information africaine et il importe



de s'en réjouir. En effet, de nouvelles générations de journalistes africains sont apparues, qui ont pris au sérieux leur rôle de quatrième pouvoir et qui, malgré les difficultés matérielles, veillent à donner une image plus réelle de leur pays, image dont l'écho se retrouve de plus en plus dans la presse des pays du Nord. En réalité, il y a de plus en plus d'échanges et d'interactions entre la presse du Nord et celle du Sud, ce qui permet peu à peu de rec-

Il n'y a rien d'étonnant

à ce que surnage une image
catastrophiste, voire misérabiliste,
de l'Afrique,
car dans les villages heureux,
les «urgenciers»
n'ont pas leur place
et les journalistes n'ont pas le temps
d'aller voir ce qui se passe

tifier, d'ajuster l'image quelquefois simpliste donnée de ce continent.

En outre, la presse elle-même a évolué. Certes, la télévision demeure le média dominant, mais elle crée dans le public un appétit de connaissance, un désir de solidarité qui, s'il n'est pas satisfait par la presse traditionnelle, trouve sa réponse dans la floraison de la presse alternative. De plus en plus de réseaux se créent, de petits bulletins d'information apparaissent, par lesquels circule une information différente, plus fine, plus proche des gens et des réalités, plus solidaire.

Cette vision simpliste de l'Afrique diffusée par les médias n'est pas une fatalité: les exigences du public s'affinent, dictées par les voyages qui se multiplient, par le goût d'en savoir plus, d'aller au-delà des clichés; l'Afrique demeure la dernière frontière de l'Europe, frontière du voyage, des connaissances, du rêve. Viendra un temps où les journalistes seront à nouveau poussés hors des sentiers battus et des images convenues et seront tenus, baluchon sur l'épaule, de partir à la découverte de cette autre Afrique qui attend.

